



## DÉLIBÉRATION N° DEL-098-2025

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

#### DE LA SÉANCE DU 11 DECEMBRE 2025 A 18H30

*dans la Salle G. RISTÉRUCCI de la Halle au Blé à Altkirch*

**Sous la présidence de Monsieur Gilles FREMIOT, Président,**

Date de la convocation : 5 décembre 2025

#### Étaient présents : (53)

Mesdames et Messieurs, Christophe ANTONY, Danièle BACH, Joseph BERBETT, Pierre BLIND, Bernard BUBENDORF, Nathalie BUCHER, François COHENDET, Jean-Claude COLIN, Michel DESSERICH, Thierry DOLL, Jean-François FOERNBACHER, Gilles FREMIOT, Sylvain GABRIEL, Madeleine GOETZ, Eric GUTZWILLER, Sabine HATTSTATT, Matthieu HECKLEN, Jean-Luc HEUDECKER, Fabien ITTY, Bertrand IVAIN, Nicolas JANDER, Agnès LORENTZ, Jean-Marc METZ, Eliane OSINSKI, Gérard RENGGLI, Régine RENTZ, Denis REY, Fabienne REY, Georges RISS, Jean-Louis RUNSER, Jean-Claude SCHIELIN, Raphaël SCHMIDLIN, Fabien SCHOENIG, Georges SCHOLL, Christophe SENGLIN, Nathalie SINGHOFF, Gilbert SORROLDONI, Rémi SPILLMANN, Dominique SPRINGINSFELD, Stéphane STALLINI, Antoine STAMPFLER, Patrick STEMMELIN, Christian SUTTER, Marielle THOMANN, Aurélio TOLOSA, Jean-Luc WAECKERLI, François WALCH, Jean WEISENHORN, Hervé WERMUTH, Fernand WIEDER, Chantal WISS, Joseph-Maurice WISS, Jean ZURBACH.

#### Étaient excusés et étaient représentés par leurs suppléants :

Mesdames Anne-Marie BIANCOTTI, Danielle CORDIER, Monsieur Michel PFLIEGER.

#### Étaient excusés et ont donné procuration de vote : (12)

Madame Fabienne BAMOND a donné procuration de vote à Monsieur Jean WEISENHORN,  
Madame Doris BRUGGER a donné procuration de vote à Monsieur Gilles FREMIOT,  
Madame Danielle BUHLER a donné procuration de vote à Monsieur Christian SUTTER,  
Monsieur Bernard FANKHAUSER a donné procuration de vote à Madame Agnès LORENTZ,  
Monsieur Georges HEIM a donné procuration de vote à Monsieur Matthieu HECKLEN,  
Madame Rita HELL a donné procuration de vote à Monsieur Raphaël SCHMIDLIN,  
Madame Véronique LIDIN a donné procuration de vote à Monsieur Rémi SPILLMANN,  
Monsieur Olivier PFLIEGER a donné procuration de vote à Monsieur Aurélio TOLOSA,  
Madame Isabelle PI-JOCQUEL a donné procuration de vote à Monsieur Stéphane STALLINI,  
Madame Céline STEVANOVIC a donné procuration de vote à Monsieur Fabien SCHOENIG,  
Monsieur Paul STOFFEL a donné procuration de vote à Madame Nathalie BUCHER,  
Monsieur Philippe WAHL a donné procuration de vote à Monsieur Sylvain GABRIEL.

#### Étaient excusés sans représentation : (10)

Mesdames et Messieurs Jean-Pierre BUISSON, Jean-Claude EGGENSPIILLER, Delphine FELLMANN, Jean-Marie FREUDENBERGER, Serge GAISSER, Germain GOEPFERT, Gérard GROELLY, André LEHMES, Estelle MIRANDA, Philippe RUFI.

#### Étaient non excusés : (14)

Mesdames et Messieurs Bertrand AITA, Yann DILLMANN, Hugues DURAND, Christian GRIENENBERGER, Annick GROELLY, Agnès HARNIST, Ginette HELL, Stéphanie KELLER, Didier LEMAIRE, Michel LERCH, Christian LERDUNG, Christophe LOUYOT, Isabelle STEFFAN, Hervé WALTER.

**APPROBATION DU REGLEMENT DE FORMATION**Nombre de conseillers

En exercice : 89 – Présents : 53 – Procurations : 12 – Absents : 24 – Exclus : 0

Le règlement de formation définit les droits et obligations des agents de la CCS, dans le respect de la loi. Ce document tend à être consulté par chacun, afin de connaître la réglementation relative à la formation professionnelle dans la fonction publique territoriale et ses modalités d'application à la CCS.

Le droit à la formation professionnelle tout au long de la vie est reconnu par les statuts de la fonction publique territoriale, il est garanti à tous les agents de la collectivité, quel que soit leur statut titulaire, stagiaire et contractuel.

La formation doit également favoriser le développement des compétences, faciliter l'accès aux différents niveaux de qualification existants, permettre l'adaptation au changement des techniques et à l'évolution de l'emploi territorial et contribuer à l'intégration des agents et à leur promotion sociale. Elle a aussi pour objet de leur permettre d'exercer avec la meilleure efficacité les fonctions qui leur sont confiées en vue de la satisfaction des usagers et du plein accomplissement des missions du service ;

Elle doit favoriser leur mobilité ainsi que la réalisation de leurs aspirations personnelles et créer les conditions d'une égalité effective, en particulier entre les hommes et les femmes, pour l'accès aux différents grades et emplois ;

La formation recouvre :

- les formations statutaires obligatoires ;
- les préparations aux concours et examens de la fonction publique territoriale ;
- les formations personnelles ;
- les stages proposés par le CNFPT ;
- les éventuelles actions de formation organisées en interne par la commune pour ses agents, sur des thèmes spécifiques ;
- les actions de formation organisées en partenariat avec d'autres collectivités sur des thèmes spécifiques choisis par la collectivité territoriale ou auxquels peut adhérer la commune dans l'intérêt de ses agents ;
- la participation des agents de la commune à des formations proposées par des organismes privés qui peuvent, le cas échéant, être diplômants ou certifiants.

Il convient d'adapter le règlement de formation en place aux nouvelles contraintes et de redéfinir les modalités de prise en charge.

Lors de la séance du 4 décembre dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

**Le Conseil de la Communauté de Communes,**

**VU** les articles L421-1 et suivants, L22-1 à L422-19 et L422-21 à 35 du Code général de la fonction publique ;

**VU** le décret n° 2007-1845 du 26/12/2007 modifié relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des agents de la fonction publique territoriale ;

**VU** le décret n° 2008-512 du 29/05/2008 modifié relatif à la formation statutaire obligatoire des fonctionnaires territoriaux ;

**VU** le décret n°2015-1385 du 29/10/2015 relatif à la durée de la formation d'intégration dans certains cadres d'emplois de la fonction publique territoriale ;

**VU** le décret n°2015-1912 du 29 décembre 2015 portant diverses dispositions relatives aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

**VU** le décret n° 2020-689 du 4 juin 2020 modifiant le décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et abrogeant le décret n° 91-573 du 19 juin 1991 ;

**VU** le décret n° 2022-1043 du 22 juillet 2022 relatif à la formation et l'accompagnement personnalisé des agents publics en vue de favoriser leur évolution professionnelle ;

**VU** le décret n° 2019-1392 du 17 décembre 2019 modifiant le décret n° 2017-928 du 6 mai 2017 relatif à la mise en œuvre du compte personnel d'activité dans la fonction publique et à la formation professionnelle tout au long de la vie ;

**VU** le décret n° 2022-1043 du 22 juillet 2022 relatif à la formation et l'accompagnement personnalisé des agents publics en vue de favoriser leur évolution professionnelle ;

**VU** l'avis favorable n° CST/11/4 du Comité Social Territorial en date du 5 novembre 2025 relatif au règlement de formation ;

**VU** l'avis favorable du Bureau du 4 décembre 2024 ;

**Après en avoir délibéré à l'unanimité,**

**APPROUVE** le règlement de formation tel qu'annexé à la présente délibération à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026.

Pour extrait conforme  
Altkirch, le 17 décembre 2025  
Le Président  
Gilles FREMIOT

